ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 14 août 1963, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant modification des deux lois du 27 juillet 1961 l'une, portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, l'autre portant certaines mesures en faveur des agents de complément de l'administration d'Afrique, des membres du personnel administratif, de maîtrise et spécialisé de l'université officielle du Congo belge et du Ruanda-Urundi et du personnel laïc agréé de l'enseignement libre au Congo belge et au Ruanda-Urundi, des membres du personnel d'Afrique du secteur parastatal ou assimilé et des agents temporaires de l'administration d'Afrique", a donné le 23 septembre 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14e augustus 1963 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de twee wetten van 27 juli 1961, de ene houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, de andere houdende sommige maatregelen ten gunste van de aanvullingsambtenaren van het bestuur in Afrika, van de kaders van het bestuurs-, meesters- en gespecialiseerd personeel van de officiële universiteit van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi en van het erkend lekenpersoneel van het vrij onderwijs in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi, van de leden van het personeel in Afrika van de parastatale of daarmede gelijkgestelde sector en van de tijdelijken van het bestuur in Afrika", heeft de 23e september 1963 het volgend advies gegeven :

L'intitulé devrait mentionner les deux lois que le projet tend à modifier, soit en leur donnant l'intitulé exact, soit en y substituant un intitulé abrégé qui pourrait être rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant les lois du 27 juillet 1961 qui sont relatives au personnel d'Afrique".

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Afin de ne pas devoir répéter dans le liminaire du premier article des chapitres Ier et II l'intitulé des lois modifiées par ces chapitres, le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante :

"L'article ... de la loi du 27 juillet 1961 visée au présent chapitre est ... (remplacé ou complété) par les dispositions suivantes : ... ".

Les liminaires des autres dispositions des mêmes chapitres devraient énoncer :

"L'article ... de la même loi est ... (remplacé ou complété) par les dispositions suivantes : ... ".

2. Le classement et, partant, le numérotage des articles du projet devraient être remaniés de façon à suivre l'ordre des dispositions de la loi que le projet tend à modifier.

L'ordre suivant est suggéré :

.../...

Chapitre Ier : articles 1er, 1bis, 2 (A, G, B à F, H et l'article 13), 21, 3, 4, 5, 6 et 19, 7, 17, 8, 9 et 20, 9bis, 10, 11, 12.

Chapitre II : articles 16bis A, 16bis B, 14 (première phrase), 14 (le reste), 22, 15, 16, 18.

Chapitre III : Disposition finale : article 23.

3. Le signe % doit être remplacé dans divers articles par l'abréviation "p.c.".

4. Le texte définitif du projet ne peut comporter d'article "bis". La mention d'article "bis" doit être réservée à des articles nouveaux insérés dans des textes existants.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Chapitre Ier.

Article 1bis.

Cette disposition doit former l'article 2 du projet; le numérotage des dispositions suivantes doit être revu en conséquence.

Article 2.

Littéra A : Il y a lieu d'écrire : "Au § 1er, alinéa 1er".

.../...

Littéra B : La disposition nouvelle prévue à ce littéra pourrait compléter l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, de la loi du 27 juillet 1961 et être rédigée comme suit :

"... ; toutefois, ceux qui ont subi cette épreuve avec succès ne sont pas tenus de la subir à nouveau lorsqu'ils sont candidats à des fonctions similaires mises ultérieurement en compétition; le cas échéant, ils conservent le bénéfice de la réussite de la première épreuve".

Suivant que la date de l'entrée en vigueur de la disposition introduite par le littéra B coïncidera avec celle de l'entrée en vigueur du texte qu'elle complète ou qu'il ne sera pas fixé par elle de date spéciale d'entrée en vigueur, on pourra en déduire que la règle nouvelle a un caractère interprétatif ou, au contraire, qu'elle accorde des faveurs nouvelles qui n'existaient pas sous l'empire de la législation ancienne.

Littéra C : L'indication du mois dans les dates reprises à ce littéra doit être faite en toutes lettres; d'autre part, il faut écrire : "Le § 1er, alinéa 5".

Littéra D : La référence à "la date de constitution d'une réserve de recrutement" est peu claire. Il est suggéré de rédiger le littéra D comme suit :

"D. Le § 1er, alinéa 6, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Dans le cas où le nombre des membres du personnel d'Afrique satisfaisant aux conditions requises est inférieur à celui des emplois réservés, il est pourvu aux emplois en excédent par la nomination de candidats réunissant les conditions d'accès aux emplois non réservés. Si, dans les six mois qui suivent la date du procès-verbal de clôture des opérations de recrutement, il est pourvu à des emplois vacants par voie de prélèvement dans une réserve de recrutement, et si le nombre de membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique inscrits dans la réserve est inférieur à la moitié de celui des emplois à pourvoir, il est pourvu de la même façon aux emplois en excédent".

La disposition examinée invoque l'intérêt du service, et en particulier la nécessité de pourvoir aussi rapidement que possible à tous les emplois vacants, en évitant les retards qu'entraîne la répétition inutile de procédures de recrutement.

Un seul cas est envisagé, celui où le nombre de candidats anciens coloniaux est inférieur à celui des emplois réservés. L'intérêt du service imposerait de prévoir également l'hypothèse inverse : celle où l'on ne peut pourvoir à tous les emplois non réservés, faute de candidats, tandis que des candidats coloniaux admissibles doivent être écartés parce que leur nombre excède celui des emplois réservés.

D'après les renseignements fournis au Conseil d'Etat le cas s'est déjà présenté.

.../...

Littéra E : Il faut écrire : "Au § 2, alinéa 1er"; d'autre part, les modifications apportées au deuxième alinéa de ce paragraphe doivent faire l'objet d'un littéra distinct,qui constituera le "littéra F" rédigé comme suit :

"F. Le § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante : "Les dispositions du § 1er, alinéas 5 et 6 ...".

Littéra F : La disposition prévue par ce littéra pourrait débuter par ces mots : "Sont également admissibles en vue de leur recrutement aux emplois ...".

Les personnes visées à l'article 2, alinéa 2, 6°, sont celles qui ont été mises à la retraite anticipée ou qui ont été relevées anticipativement de leurs fonctions. Puisque la disposition leur est rendue expressément applicable, on doit en déduire "a contrario" que les personnes visées notamment au 2° (mise à la retraite anticipée sur demande) ou au 1° (mise à la retraite par expiration de la durée normale ou prolongée de la carrière ou par limite d'âge) sont exclues du bénéfice du nouveau § 2bis.

La phrase : "Cette disposition ... article 2" devrait faire l'objet d'un dernier alinéa de ce paragraphe et être rédigée comme suit : "Le présent paragraphe est applicable aux personnes visées à l'article 2, alinéa 2, 6°". D'autre part, il y a lieu d'écrire : "Ils sont classés" et "ils sont départagés".

.../...

Littéra G : Cette disposition devrait se fondre avec l'article 6, § 1er, alinéa 2, 6°; de plus, elle est équivoque. L'on pourrait écrire :

"Le § 1er, alinéa 2, 6°, est remplacé par la disposition suivante :

"6° posséder les aptitudes physiques, les diplômes ou certificats et, le cas échéant, la pratique professionnelle requis; toutefois, lors du contrôle des aptitudes physiques, il est tenu compte en faveur de l'agent de l'usure normale ainsi que des conséquences de maladies ou d'accidents survenus en service pendant la carrière dans l'administration d'Afrique".

Cette modification devrait figurer avant le littéra B,qui est relatif à l'alinéa 2, 8°.

Littéra H : A l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "... ou de l'article 5 du statut des agents temporaires".

L'alinéa 2 de la disposition nouvelle serait mieux rédigé comme suit : "Elles ne sont applicables aux emplois autres que ceux qui sont accessibles aux porteurs de diplômes ou certificats de fin d'études d'enseignement supérieur ou moyen du degré supérieur, tels qu'ils sont définis légalement ou réglementairement, que dans la mesure où le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions en impose l'application".

.../...

Article 3.

Il y a lieu d'écrire : "L'article 9, § 3, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante : "...".

Les mots "tant au regard de l'application du présent article que des autres" sont superflus et devraient être remplacés par les mots "pour l'application des ...".

Article 4.

Littéra A : Il est suggéré d'écrire :

"A. Le § 1er, 1°, est remplacé par la disposition suivante:

1° Pendant qu'ils occupent un emploi dans les services :

a) de l'Etat, d'une province, d'une commune ou d'une association de communes;

b) d'un établissement d'enseignement régulièrement subventionné par l'Etat;

c) d'un organisme d'intérêt public visé par la loi du 16 mars 1954;

d) d'un des autres organismes d'intérêt public dont la liste est établie par le Roi;

e) d'un des organismes tirant leurs principales ressources de subventions publiques dont la liste est établie par le Roi".

Littéra B : Il est suggéré d'écrire : "Le 4° du même § est complété par les mots : "... , à l'exception des pensions...".

Littéra C : Le mot "correspondant" doit être remplacé par le mot "correspond".

Littéra D : Il y a lieu de rédiger ce littéra comme suit :

"Au § 2, alinéa 4, le mot "treize" est remplacé par le mot "seize".

Littéra E : La fin du texte nouveau devrait être rédigée comme suit : "... sauf lorsque ces magistrats ont été, depuis lors, nommés dans la magistrature belge".

Littéra F : Il serait préférable de faire deux phrases du nouveau texte :

"Toutefois, pour le caldul du taux des pensions de retraite, ces services sont comptés à raison d'une fois et demie leur durée réelle, sauf lorsqu'il est fait usage de la faculté prévue au § 3bis, et à raison de deux fois leur durée réelle s'ils ont été accomplis par des personnes qui tombaient sous l'application de l'article 33 de la loi du 18 octobre 1908.

.../...

Les services accomplis par les membres du personnel qui ont bénéficié des allocations spéciales prévues par le décret du 12 février 1937 ou d'une pension militaire attribuée avant le 31 juillet 1961 en application des lois coordonnées sur les pensions militaires, ne sont pas pris en considération pour le calcul précité".

A propos du littéra H : Il est suggéré, par souci de clarté, d'ajouter le mot "métropolitaine" à la fin du littéra.

Article 6.

Littéra A : Ce littéra doit être rédigé comme suit :

"A l'alinéa 5, la dernière phrase est abrogée".

Littéra B : Il y a lieu d'écrire :

"Le même article est complété par les dispositions suivantes :

... (texte du littéra B et texte modifié de l'article 19 du projet) ...".

.../...

Article 7.

Il y a lieu d'écrire : "L'article 22, § 2, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes : ...".

Article 8.

1. Au § 2, les mots : "possédant l'une des qualités visées ..." devraient être remplacés par le mot : "énumérés".

2. Il serait plus clair de rédiger :

"Toutefois, ... en ce qui concerne :
1° les membres ... 1958;
2° les magistrats ... 1960;
3° les officiers et sous-officiers 1960".

3. Il y a lieu d'écrire : "arrêté royal relatif à l'avancement de traitement du personnel du Ruanda-Urundi".

Article 9.

In fine du 1°, il y a lieu d'écrire : "à l'article 1er, 1°, et à l'article 4, alinéa 4 ...".

.../...

Article 9bis.

Il est proposé de fusionner les articles 25bis et 25ter en un seul article, qui pourrait être rédigé comme il sera indiqué ci-dessous.

Par ailleurs, la disposition de l'article 25ter, alinéa 2, nouveau, ne répond pas aux intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été exposées au Conseil d'Etat par le fonctionnaire délégué. Elle tend, en réalité, à priver du bénéfice de la loi les anciens agents qui, dans le cours de périodes où ils sont occupés, dans des pays en voie de développement, se rendent coupables de fautes particulièrement graves. Elle ne doit pas s'appliquer à l'agent qui, après avoir bénéficié de la loi pendant quelque temps, travaillerait dans l'assistance technique, puis "démissionnerait" de ses fonctions d'assistance technique (article 2, 4°), ou même verrait arriver "l'expiration de la durée de son mandat" dans l'assistance technique (article 2, 7°).

"Article 25bis.-

§ 1er. L'application des dispositions de la section Ière est suspendue en ce qui concerne les membres du personnel qui servent en qualité de technicien ou d'expert de la coopération technique avec les pays en voie de développement, ou qui sont maintenus en cette qualité à la disposition du Ministre qui a l'assistance technique dans ses attributions.

.../...

§ 2. Pour les périodes de service ou de maintien à la disposition du Ministre, visées au § 1er, la retenue ... (la suite comme au projet, article 9bis, nouvel article 25bis, § 3).

§ 3. Pour l'application de la section Ière, les intéressés sont considérés comme cessant définitivement leurs services à dater du jour où prend fin la période de service dans l'assistance technique ou la période de maintien à la disposition du Ministre, visées au § 1er.

Les périodes de service visées au § 1er sont considérées ... (la suite comme au projet, nouvel article 25bis, § 4, alinéa 3).

Les périodes de maintien à la disposition du Ministre visées au § 1er sont considérées comme temps passé en congé ... (la suite comme au projet, nouvel article 25bis, § 4, alinéa 4).

Le traitement d'activité des intéressés est recalculé comme si les règles d'avancement de traitement prévues par leur statut leur avaient été appliquées au cours des périodes visées au § 1er.

Toutefois, les dispositions de la section Ière ne sont pas applicables aux intéressés s'il est mis fin à leur agréation pour l'assistance technique en raison de fautes qui auraient entraîné la révocation si l'agent les avait commises alors qu'il était soumis au statut du personnel d'Afrique .

§ 4. Le Roi détermine les modalités d'application du présent article, et notamment la manière dont est établie la durée des services visés au § 1er".

Article 10.

Le littéra A devrait être rédigé comme suit :

"Au § 1er, les mots "du chef de l'existence d'enfants" sont insérés entre les mots "octroyées" et "aux bénéficiaires".

Article 13.

La disposition que l'article 13 du projet tend à introduire dans la loi du 27 juillet 1961 devrait y être introduite à l'article 6 de cette loi et, par conséquent, être introduite par l'article 2 du projet sous un littéra J qui serait rédigé comme suit :

"J. Un § 5 rédigé comme suit est inséré dans le même article :

"§ 5. Les dispositions du présent article sont applicables aux personnes reprises à l'article 1er qui, postérieurement au 29 juin 1960, ont été relevées de leurs fonctions pour cause d'inaptitude au service d'Afrique".

Article 13bis.

L'article 29, § 4, nouveau, répète les dispositions de l'article 29, § 4, en se bornant à préciser qu'elles jouent "sans préjudice aux dispositions des articles 25bis et 25ter". Cette précision paraît inutile, elle peut donc être omise.

Chapitre II.

La loi visée au chapitre II porte la date du 27 juillet 1961 et non celle du 27 décembre 1961.

Article 14.

La première phrase de cet article devrait faire l'objet d'un article distinct, qui serait rédigé comme suit :

"L'article 15, § 1er, alinéa 3, de la même loi est abrogé".

Le surplus du même article 14 pourrait être introduit comme suit :

"Article X.

Un § 3, rédigé comme suit, est inséré dans l'article 17 de la même loi : ...".

A l'alinéa 3, il y a lieu de remplacer les mots "exclusivement au regard du calcul" par les mots "uniquement pour le calcul".

Article 16bis.

Les A et B de cet article devraient être l'objet d'articles distincts. Le premier de ces articles , qui deviendrait le premier du chapitre II, devrait être rédigé comme suit :

.../...

"L'article 3 de la loi du 27 juillet 1961 visée au présent chapitre est complété par un 7°, rédigé comme suit :

"7° L'accomplissement de missions de coopération technique avec les pays en voie de développement ou le maintien à la disposition du Ministre qui a l'assistance technique dans ses attributions".

Le second de ces articles devrait s'inspirer de la rédaction proposée par le Conseil d'Etat sous l'article 9bis du projet.

Chapitre III.

Articles 17 à 22.

L'insertion des articles 17 à 22 du projet dans les chapitres I et II de celui-ci et sous forme de dispositions modificatives, aurait l'avantage de ne pas disperser les textes relatifs à une même matière.

Article 17.

L'article 17 du projet deviendrait l'article 22bis de la première loi et serait placé avant les dispositions transitoires :

.../...

"Article X.

Un article 22bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi avant les dispositions transitoires de la section 1ère :

"Article 22bis. Peuvent, à leur demande, bénéficier des dispositions de la présente section, les membres du personnel ... (la suite comme au projet, sauf in fine où il faut remplacer les mots "de la présente loi" par les mots "du présent article") ...".

Article 18.

Cet article devrait former l'article 21ter de la seconde loi, et être rédigé comme suit :

"Article X.

Un article 21ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 21ter. Peuvent, à leur demande, bénéficier des dispositions des sections 1ère et IV, les personnes visées à l'article 1er, qui ... (la suite comme au projet, sauf à remplacer in fine les mots "de la présente loi" par les mots "du présent article") ...".

.../...

Article 19.

Cette disposition devrait compléter l'article 20 de la première loi et être insérée dans l'article 6,B, du projet ; elle devrait être rédigée comme suit :

"Nonobstant le désistement d'office intervenu avant la publication du présent alinéa, les membres du personnel visés à l'article 2 ont la faculté ...(la suite comme au projet, sauf à remplacer in fine les mots "de la présente loi" par les mots "du présent alinéa")...".

Article 20.

Cet article devrait compléter l'article 25 nouveau de la première loi (article 9 du projet) dont il constituerait un dernier alinéa, rédigé comme suit :

"Les pensions de survie prenant cours entre le 1er juillet 1960 et le 31 juillet 1961 sont calculées conformément aux dispositions légales en vigueur au 30 juin 1960; elles sont revisées à partir du 1er septembre 1961 sur les bases prévues ci-dessus".

Article 21.

Cette disposition devrait être insérée dans l'article 7, § 1er, de la première loi, dont elle formerait l'alinéa 4 ; elle pourrait être rédigée comme suit :

.../...

"Article X.

L'article 7, § 1er, de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le délai d'un an prévu à l'alinéa 2 est prorogé jusqu'à l'expiration du douzième mois qui suivra la publication du présent alinéa en faveur des membres du personnel dont la carrière a pris fin antérieurement à la date de cette publication".

Article 22.

Cette disposition se rattache à l'article 19 de la seconde loi. Elle pourrait remplacer la disposition qu'elle abroge en sa dernière phrase ; elle serait alors rédigée comme suit :

"Article X.

L'article 19, § 1er, alinéa 3, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Le délai d'un an prévu à l'alinéa 2 est prorogé jusqu'à l'expiration du douzième mois qui suivra la publication du présent alinéa en faveur des personnes dont le congé de transition ou la période d'allocation de congé a pris fin antérieurement à la date de cette publication".

.../...

Article 23.

La rédaction de la première phrase devrait être revue à la lumière des observations formulées dans le présent avis.

Pour la rédaction de la deuxième phrase de cet article, il y a lieu, afin de mieux traduire l'intention du Gouvernement telle qu'elle résulte de l'exposé des motifs, de remplacer les mots "en ce qui concerne les..." par les mots "au bénéfice des ...".

Het opschrift van de ontwerp-wet zou beide te wijzigen wetten met hun juiste opschrift moeten vermelden. Het kan echter ook korter als volgt worden gelezen :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wetten van 27 juli 1961 die betrekking hebben op het personeel van Afrika".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Ten einde in de inleidende volzin van het eerste artikel van de hoofdstukken I en II het opschrift van de in die hoofdstukken gewijzigde wetten niet te moeten herhalen, stelt de Raad van State voor, de tekst als volgt te lezen :

"Artikel ... van de in dit hoofdstuk bedoelde wet van 27 juli 1961 wordt ... (door de volgende bepalingen vervangen of met de volgende bepalingen aangevuld:) ...".

De inleidende volzinnen van de overige bepalingen van dezelfde hoofdstukken leze men als volgt :

"Artikel ... van dezelfde wet wordt ... (door de volgende bepalingen vervangen of met de volgende bepalingen aangevuld) : ...".

2. Bij de rangschikking en dus nummering van de artikelen van het ontwerp zou de volgorde van de te wijzigen bepalingen van de wet in acht moeten worden genomen.

.../...

Voorgesteld wordt :

Hoofdstuk I : artikelen 1, 1bis, 2 (A, G, B tot F, H en artikel 13), 21, 3, 4, 5, 6 en 19, 7, 17, 8, 9 en 20, 9bis, 10, 11, 12.

Hoofdstuk II : artikelen 16bis A, 16bis B, 14 (eerste volzin), 14 (het overige), 22, 15, 16, 18.

Hoofdstuk III : Slotbepaling : artikel 23.

3. Het teken % moet in verscheidene artikelen worden vervangen door de afkorting "t.h.".

4. De definitieve tekst van het ontwerp mag geen artikel "bis" bevatten. "Bis"-artikelen zijn artikelen die in bestaande teksten worden ingevoegd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Hoofdstuk I.

Artikel 1bis.

Deze bepaling moet artikel 2 van het ontwerp worden ; de volgende bepalingen moeten derhalve worden vernummerd.

.../...

Artikel 2.

A: Men leze : "In § 1, eerste lid".

B: De hier voorgestelde nieuwe bepaling zou artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van de wet van 27 juli 1961 als volgt kunnen aanvullen :
"... ; zij die voor deze toelatingsproef geslaagd zijn, moeten ze echter niet opnieuw afleggen wanneer zij kandidaat zijn voor soortgelijke ambten die later in competitie worden gesteld ; in voorkomend geval behouden zij het voordeel van het slagen voor de eerste proef".

Naargelang de datum van inwerkingtreding van de door B ingevoegde bepaling zal samenvallen met die van de inwerkingtreding van de tekst welke zij aanvult, of naargelang die bepaling geen speciale datum van inwerkingtreding zal vaststellen, zal daaruit kunnen worden afgeleid dat de nieuwe regel interpretatief is, of, andersom, dat hij nieuwe voordelen toekent die onder de vroegere wetgeving niet bestonden.

C: In de hier vermelde data moeten de maanden voluit worden geschreven ; bovendien leze men :
"§ 1, vijfde lid,".

D: De verwijzing naar de datum van samenstelling van een wervingsreserve is niet zeer duidelijk. Voorgesteld wordt, de tekst onder D als volgt te lezen :

.../...

"D. Paragraaf 1, zesde lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Indien minder leden van het personeel van Afrika de vereiste voorwaarden vervullen dan er voorbehouden betrekkingen zijn, wordt in de overblijvende betrekkingen voorzien door benoeming van kandidaten die voldoen aan de voorwaarden voor toelating tot de niet voorbehouden betrekkingen. Indien binnen zes maanden na de datum van het proces-verbaal dat de wervingsverrichtingen afsluit, in vacante betrekkingen wordt voorzien door aanwijzing uit een wervingsreserve en indien het aantal in de reserve ingeschreven leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika lager is dan de helft van de te begeven betrekkingen, wordt op dezelfde wijze in de overblijvende betrekkingen voorzien".

Deze bepaling beroept zich op het belang van de dienst, en inzonderheid op de noodzaak zo spoedig mogelijk alle openstaande betrekkingen te begeven om vertraging door onnodige herhaling van aanwervingsprocedures te voorkomen.

Slechts één geval wordt bedoeld, namelijk dat er minder oud-kolonialen kandidaat zouden zijn dan er voorbehouden betrekkingen zijn. In het belang van de dienst zou ook het omgekeerde moeten worden voorzien : namelijk het geval dat bij gemis van kandidaten niet alle niet voorbehouden betrekkingen kunnen worden begeven, terwijl geslaagde koloniale kandidaten moeten worden geweerd omdat zij talrijker zijn dan er voorbehouden betrekkingen te begeven zijn.

.../...

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, heeft het geval zich reeds voorgedaan.

E : Men leze : "In § 2, eerste lid"; bovendien moeten de wijzigingen die in het tweede lid van die paragraaf worden aangebracht, onder een afzonderlijke letter, namelijk "F", komen te staan, waarvan de tekst als volgt kan worden gelezen :

"F. Paragraaf 2, tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen : "De bepalingen van § 1, vijfde en zesde lid, zijn van toepassing op de aanwervingen in tijdelijke dienst ...".

F : De bepaling onder deze letter zou als volgt kunnen beginnen : "Voor aanwerving in de voorbehouden betrekkingen komen ook in aanmerking ...".

In artikel 2, tweede lid, 6°, zijn bedoeld zij die vervroegd op rust gesteld of vervroegd uit hun ambt ontheven zijn. Uit het feit dat de bepaling uitdrukkelijk op hen van toepassing wordt verklaard, moet "a contrario" worden afgeleid dat de personen, bedoeld onder meer in 2° (vervroegde pensionering op eigen verzoek) of in 1° (pensionering wegens het verstrijken van de normale of verlengde duur der loopbaan of wegens het bereiken van de leeftijdsgrens), niet in aanmerking komen voor toepassing van de nieuwe § 2bis.

..../...

De volzin : "Deze bepaling is toepasselijk op de in punt 6 van het tweede lid van artikel 2 bedoelde personen" zou het laatste lid van die paragraaf moeten worden, met de volgende redactie : "Deze paragraaf is van toepassing op de personen bedoeld in artikel 2, tweede lid, 6°" . Voorts schrijve men : "Zij worden echter ... gerangschikt" en "Zij worden onderling geschift ...".

G : Deze bepaling zou moeten worden versmolten met artikel 6, § 1, tweede lid, 6 . Zij is bovendien dubbelzinnig. Zij kan beter als volgt worden gelezen :

"Paragraaf 1, tweede lid, 6°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"6° de vereiste lichamelijke geschiktheid, diploma's of getuigschriften bezitten en, in voorkomend geval, de nodige beroepspraktijk hebben ; bij de controle van de lichamelijke geschiktheid wordt echter ten voordele van de ambtenaar rekening gehouden met de gewone slijtage en met de gevolgen van ziekten opgedaan of van ongevallen in dienst opgelopen tijdens de carrière bij het bestuur in Afrika".

Deze wijziging zou moeten komen vóór B, dat betrekking heeft op het tweede lid, 8°.

.../...

H : In de Franse tekst van het eerste lid moet worden gelezen : "... ou de l'article 5 du statut des agents temporaires".

Het tweede lid van de nieuwe bepaling kan beter als volgt worden gelezen : "Het is alleen van toepassing op andere betrekkingen dan die welke openstaan voor houders van diploma's of eindgetuigschriften van hoger onderwijs of van middelbaar onderwijs van de hogere graad zoals die bij de wet of bij verordening zijn bepaald, voor zover de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort de toepassing daarvan voorschrijft".

Artikel 3.

Men leze : "Artikel 9, § 3, van de elfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen : "Als vast benoemd ... moeten worden beschouwd ...".

De woorden "zowel ten aanzien van de toepassing van dit artikel als van de andere" zijn overbodig en dienen te worden vervangen door de woorden "voor de toepassing van de bepalingen van ...".

Artikel 4.

A : Voorgesteld wordt, de tekst als volgt te lezen :
"A. Paragraaf 1, 1°, wordt door de volgende bepaling vervangen :
1° Terwijl zij een betrekking bekleden in de diensten :
a) van de Staat, van een provincie, van een gemeente of van een vereniging van gemeente

b) van een regelmatig door de Staat gesubsidieerde onderwijsinrichting ;

c) van een instelling van openbaar nut bedoeld in de wet van 16 maart 1954 ;

d) van een der overige instellingen van openbaar nut waarvan de lijst door de Koning wordt opgemaakt ;

e) van een der instellingen die hun voornaamste inkomsten halen uit openbare subsidies, waarvan de lijst door de Koning wordt opgemaakt".

B : Voorgesteld wordt : "De tekst onder 4° van dezelfde paragraaf wordt aangevuld met de woorden : "..., met uitzondering van de rustpensioenen...".

C : In de Franse tekst moet het woord "correspondant" worden vervangen door "correspond".

D : Men leze die tekst als volgt :
"In § 2, vierde lid, wordt het woord "dertien" vervangen door het woord "zestien".

E : Het slot van de nieuwe tekst zou als volgt moete worden gelezen : "... tenzij wanneer die magistrat sedertdien in de Belgische magistratuur benoemd zi

F : De nieuwe tekst kan beter in twee volzinnen worden gesteld :

"Voor de berekening van het bedrag van de rus pensioenen worden die diensten echter aangereke voor anderhalve maal hun werkelijke duur, tenzi wanneer gebruik gemaakt is van het in § 3bis b recht, en voor tweemaal hun werkelijke duur ir zij zijn volbracht door personen die onder to sing vielen van artikel 33 van de wet van 18

De diensten verstrekt door leden van het personeel die speciale vergoedingen als bedoeld in het decreet van 12 februari 1937 of een militair pensioen, vóór 31 juli 1961 toegekend op grond van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, hebben ontvangen, worden daarvoor niet meegerekend".

In verband met H : Duidelijkheidshalve leze men aan het slot van deze bepaling "van het moederlands rustpensioen".

Artikel 6.

A : Men leze de tekst als volgt :

"In het vijfde lid wordt de laatste volzin opgeheven".

B : Te lezen als volgt :

"Hetzelfde artikel wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

... (tekst van B en gewijzigde tekst van artikel 19 van het ontwerp) ...".

Artikel 7.

Men leze de tekst als volgt : "Artikel 22, § 2, eerste lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen : ...".

.../...

Artikel 8.

1. In § 2 vervange men de woorden : "die een van de in artikel 1 bedoelde hoedanigheden bezitten ..." door het woord "genoemde".

2. Een duidelijker lezing ware :

"Niettemin, ... wat betreft :

1° de personeelsleden ... 1958;
2° de magistraten ... 1960;
3° de officieren en onderofficieren 1960".

3. Men leze : "koninklijk besluit betreffende de weddebevordering van het personeel van Ruanda-Urundi".

Artikel 9.

Aan het slot van 1° leze men : "in artikel 1, 1°, en in artikel 4, vierde lid ...".

Artikel 9bis.

Voorgesteld wordt, de artikelen 25bis en 25ter te verwerken tot één artikel, te lezen zoals verder wordt gezegd.

.../...

De bepaling van het nieuwe artikel 25ter, tweede lid, strookt overigens niet met de bedoeling van de Regering, zoals de gemachtigde ambtenaar die aan de Raad van State kenbaar heeft gemaakt. Die bedoeling is, het voordeel van de wet te ontzeggen aan gewezen ambtenaren die zich tijdens periodes van tewerkstelling in ontwikkelingslanden schuldig maken aan bijzonder ernstige vergrijpen. Zij zal geen toepassing vinden op de ambtenaar die, na een tijdlang het voordeel van de wet te hebben genoten, bij de technische bijstand werkt en daarna uit dat ambt "ontslag neemt" (artikel 2, 4°), of zelfs in de technische bijstand het tijdstip bereikt waarop "zijn mandaat verstrijkt" (artikel 2, 7°).

"Artikel 25bis.

§ 1. De toepassing van de bepalingen van afdeling I wordt geschorst ten aanzien van de leden van het personeel die als technicus of deskundige van de technische samenwerking met de ontwikkelingslanden in dienst zijn of als zodanig ter beschikking blijven van de Minister tot wiens bevoegdheid de technische bijstand behoort.

§ 2. Voor de in § 1 bedoelde periodes dat de betrokkenen in dienst zijn of ter beschikking van de Minister blijven, worden de ... (voorts zoals in het ontwerp, artikel 9bis, nieuw artikel 25bis, § 3).

§ 3. Voor de toepassing van afdeling I worden de betrokkenen geacht hun diensten definitief te eindigen vanaf de dag dat de in § 1 bedoelde dienstperiode bij de technische bijstand of periode waarin zij ter beschikking van de Minister blijven afloopt.

.../...

De in § 1 bedoelde dienstperiodes worden beschouwd als ... (voorts zoals in het ontwerp, nieuw artikel 25bis, § 4, derde lid).

De in § 1 bedoelde periodes dat de betrokkenen ter beschikking van de Minister blijven, worden beschouwd als herstelverlof ... (voorts zoals in het ontwerp, nieuw artikel 25bis, § 4, vierde lid).

De activiteitswedde van de betrokkenen wordt herberekend alsof de in hun statuut bepaalde regelen inzake bevordering tot een hogere wedde op hen waren toegepast tijdens de in § 1 bedoelde periodes.

De bepalingen van afdeling I vinden echter geen toepassing op de betrokkenen, indien aan hun aanneming voor de technische bijstand een einde wordt gemaakt wegens vergrijpen waarop afzetting zou zijn gevolgd indien zij ze hadden gepleegd toen zij aan het statuut van het personeel van Afrika onderworpen waren.

§ 4. De Koning bepaalt de regelen voor toepassing van dit artikel en inzonderheid de wijze waarop de duur van de in § 1 bedoelde diensten wordt vastgesteld".

Artikel 10.

De tekst onder A leze men als volgt :

"In § 1 worden de woorden "wegens kinderlast" ingevoegd tussen de woorden "gezinsbijslag" en "toegekend'

.../...

Artikel 13.

De bepaling welke artikel 13 van het ontwerp in de wet van 27 juli 1961 wil invoegen, zou een plaats moeten krijgen in artikel 6 van die wet en zou er derhalve moeten worden ingevoegd door artikel 2 van het ontwerp onder J te lezen als volgt :

"J. In hetzelfde artikel wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 5. De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op de in artikel 1 bedoelde personen die na 29 juni 1960 uit hun ambt zijn ontheven wegens ongeschiktheid voor Afrikadienst".

Artikel 13bis.

Het nieuwe artikel 29, § 4, herhaalt de bepalingen van artikel 29, § 4, en voegt er alleen aan toe dat zij gelden "onverminderd het bepaalde in de artikelen 25bis en 25ter". Deze verduidelijking lijkt overbodig en kan dus vervallen.

Hoofdstuk II.

In het Franse opschrift van dit hoofdstuk vervange men de datum "27 december 1961" door "27 juli 1961".

.../...

Artikel 14.

De eerste volzin van dit artikel zou een afzonderlijk artikel moeten vormen, dat als volgt kan worden gelezen :

"Artikel 15, § 1, derde lid, van dezelfde wet wordt opgeheven".

Wat van artikel 14 overblijft, kan als volgt worden ingeleid :

"Artikel X.-

In artikel 17 van dezelfde wet wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt : ...".

In het derde lid vervange men de woorden "uitsluitend ten aanzien van de berekening" door de woorden "alleen voor de berekening".

Artikel 16bis.

De teksten onder A en B van dit artikel zouden in afzonderlijke artikelen moeten staan. Het eerste, dat het eerste artikel van hoofdstuk II wordt, ware als volgt te lezen :

"Artikel 3 van de in dit hoofdstuk bedoelde wet van 27 juli 1961 wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt :

.../...

"7° Het volbrengen van opdrachten van technische samenwerking met de ontwikkelingslanden of het ter beschikking blijven van de Minister tot wiens bevoegdheid de technische bijstand behoort".

Bij de redactie van het tweede artikel ware rekening te houden met de tekst welke de Raad van State heeft voorgesteld voor artikel 9bis van het ontwerp.

Hoofdstuk III.

Artikelen 17 tot 22.

Invoeging van de artikelen 17 tot 22 van het ontwerp in de hoofdstukken I en II daarvan, in de vorm van wijzigingsbepalingen, zou verspreiding van teksten betreffende eenzelfde materie kunnen voorkomen.

Artikel 17.

Artikel 17 van het ontwerp zou dan artikel 22bis van de eerste wet worden en zou een plaats krijgen vóór de overgangsbepalingen :

"Artikel X.-

In dezelfde wet wordt, vóór de overgangsbepalingen van afdeling I, een artikel 22bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Artikel 22bis. Op hun verzoek kunnen het voordeel van de bepalingen van deze afdeling genieten, de leden van het beroepspersoneel ... (voorts zoals in het ontwerp, maar aan het slot vervange men de woorden "op de datum van bekendmaking van huidige wet" door de woorden "de dag waarop dit artikel is bekendgemaakt") ...".

Artikel 18.

Dit artikel zou artikel 21ter van de tweede wet moeten vormen en kan als volgt worden gelezen :

"Artikel X.-

In dezelfde wet wordt een artikel 21ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 21ter. Op hun verzoek kunnen het voordeel van de bepalingen van de afdelingen I en IV genieten, de personen bedoeld in artikel 1, die ... (voorts zoals in het ontwerp, maar aan het slot vervange men de woorden "Op de datum van bekendmaking van huidige wet" door de woorden "de dag waarop dit artikel is bekendgemaakt")...".

Artikel 19.

Deze bepaling zou artikel 20 van de eerste wet moeten aanvullen en ware in te voegen in artikel 6, B, van het ontwerp. Men redigere ze als volgt :

.../...

"Niettegenstaande de verzaking van ambtswege, ingetreden vóór de bekendmaking van dit lid, hebben de in artikel 2 bedoelde personeelsleden het recht ... (voorts zoals in het ontwerp, maar aan het slot vervange men de woorden "van huidige wet" door de woorden "van dit lid")..."

Artikel 20.

Dit artikel zou het nieuwe artikel 25 van de eerste wet (artikel 9 van het ontwerp) moeten aanvullen als laatste lid, te lezen als volgt :

"De overlevingspensioenen die ingaan tussen 1 juli 1960 en 31 juli 1961 worden berekend overeenkomstig de wetsbepalingen die op 30 juni 1960 van kracht waren; zij worden met ingang van 1 september 1961 op de hiervoren bepaalde grondslagen herzien".

Artikel 21.

Deze bepaling zou moeten worden ingevoegd in artikel 7, § 1, van de eerste wet, als vierde lid. Zij kan als volgt worden gelezen :

"Artikel X.-

Artikel 7, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De in het tweede lid bedoelde termijn van een jaar wordt tot het verstrijken van de twaalfde maand na de bekendmaking van dit lid verlengd ten gunste van personeelsleden wier loopbaan is geëindigd vóór de datum van die bekendmaking".

.../...

Artikel 22.

Deze bepaling sluit aan bij artikel 19 van de tweede wet. Zij zou de bepaling welke zij in haar laatste volzin opheft, kunnen vervangen en ware dan als volgt te lezen :

"Artikel X.-

Artikel 19, § 1, derde lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De in het tweede lid bedoelde termijn van een jaar wordt tot het verstrijken van de twaalfde maand na de bekendmaking van dit lid verlengd ten gunste van degenen wier overgangsverlof of periode van verlofuitkering is geëindigd vóór de datum van die bekendmaking".

Artikel 23.

De redactie van de eerste volzin zou moeten worden herwerkt aan de hand van de opmerkingen die in dit advies zijn gemaakt.

Ten einde de bedoeling van de Regering, zoals die uit de memorie van toelichting blijkt, beter weer te geven, vervange men in de tweede volzin van dit artikel de woorden "wat de in artikel 24, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, bedoelde personeelsleden betreft" door de woorden "ten gunste van de personeelsleden bedoeld in artikel 24, § 1, eerste lid, van dezelfde wet".

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.FORTPIED, substitut.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.FORTPIED, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) J.SUETENS.